



Open Access Repository

www.ssoar.info

L'état de la démocratie en Roumanie: difficultés nationales, solutions européennes

Coman, Ramona; Stănculescu, Cristina

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Coman, R., & Stănculescu, C. (2012). L'état de la démocratie en Roumanie: difficultés nationales, solutions européennes. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, 12(3), 381-397. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-445673>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

L'état de la démocratie en Roumanie

Difficultés nationales, solutions européennes

RAMONA COMAN, CRISTINA STĂNCULESCU

Introduction

«Les démocraties se construisent dans le temps» affirmait l'historien polonais Bronislaw Geremek aux prémices de la littérature sur les transitions démocratiques des anciens pays communistes. Dans ses travaux, il a rappelé que la démocratisation est un long processus de maturation¹. En dépit de ce constat, souvent ignoré quand on s'intéresse aux démocraties récentes, les analyses des pays d'Europe centrale et orientale ont dominé l'agenda de recherche en science politique des vingt dernières années, mettant en avant les spécificités et les difficultés des processus de transformation entamés dans cette région. À la périphérie de l'Union européenne, la démocratisation est plus lente mais elle est désormais partout la question centrale autour de laquelle s'agencent les débats politiques². Si l'on se penche sur les aspects formels de la démocratie, deux décennies après la chute du communisme, les pays d'Europe centrale et orientale se rapprochent des modèles institutionnels des démocraties consolidées: des élections libres s'y organisent à des intervalles stipulées dans les constitutions nationales; des partis politiques se déclarent comme les promoteurs de valeurs de différents courants idéologiques; des médias indépendants existent; des associations de la société civile se sont constituées pour défendre divers intérêts. Si la démocratie est appréhendée comme un ensemble d'institutions et de règles formelles, les pays de l'Europe de l'Est sont incontestablement des démocraties.

Toutefois, si nous quittons le terrain des grandes valeurs et l'abstraction des institutions, nous observons la multiplication des discours critiques sur le fonctionnement des institutions et sur l'état de la démocratie dans de nombreux de ces pays. Depuis plus de 20 ans, les citoyens d'Europe centrale et orientale ne manquent aucune occasion d'exprimer leurs inquiétudes face à la manière dont les institutions étatiques prennent en charge les problèmes de la société. L'histoire nous offre suffisamment d'exemples de démocraties qui ont perdu le soutien des citoyens en raison de leur incapacité de répondre à leurs besoins³. Dans des pays comme la Roumanie ou la Bulgarie, le défi réside dans la capacité à mettre en place «une culture politique démocratique basée sur des procédures impersonnelles, l'*accountability* et

¹ Bronislaw GEREMEK, *The Idea of A Civil Society*, Research Triangle Park, N.C.: National Humanities Center, 1992, p. 9.

² Paul MAGNETTE, Jean-Michel DE WAELE, *Les démocraties européennes: approches comparées des systèmes politiques nationaux*, Armand Colin, Paris, 2010.

³ Marc PLATTNER, «A Skeptical Afterwards», *Journal of Democracy*, vol. 15, no. 4, 2004, p. 109.

une farouche opposition à la corruption»¹. Sans être une spécificité est-européenne, dans certains États, le pessimisme, l'apathie, le dilettantisme et le clientélisme ne sont plus des étiquettes sporadiquement utilisées, mais des qualificatifs bien enracinés dans les répertoires des attitudes et des sentiments vis-à-vis de la politique². Les citoyens des pays d'Europe centrale et orientale ont perdu, ou n'ont pas encore gagné, leur confiance dans les nouvelles institutions mises en place et dans les élites politiques au pouvoir. Cela est d'autant plus surprenant puisque ce sont les «héros des révolutions» de 1989, soit «les peuples», «les nations» ou encore «les sociétés civiles», qui ont créés ces institutions au nom de «la vérité, de la moralité et des droits de l'Homme»³. L'instauration d'un nouveau système démocratique est toujours accompagnée d'un grand enthousiasme, d'espoirs et d'attentes. Néanmoins, dans cette région, l'enthousiasme a cédé la place à la «fatigue». Celle-ci s'est généralisée, au travers d'une fatigue des élections, des réformes successives et de la démocratie⁴. La généralisation des votes sanction, le taux d'abstention, le succès d'initiatives et de discours populistes témoignent des défis auxquels les démocraties consolidées ou récentes sont confrontées. Le politologue familiarisé avec la littérature sur la «crise» de la démocratie italienne du début des années 1990 se rappellera que ces considérations ne constituent en rien une nouveauté ou une spécificité est-européenne⁵.

Ces observations amènent au développement progressif d'un nouvel agenda de recherche, qui se succède aux travaux sur la démocratisation et la consolidation démocratique. Il consiste à s'intéresser à l'état de la démocratie ou, pour reprendre la terminologie anglo-saxonne, à sa «quality»⁶. La courte expérience démocratique et le «poids du passé» ont été les principaux facteurs explicatifs avancés pour comprendre ce désarroi est-européen. Ceux-ci s'avèrent cependant insuffisants. Les «spécificités» est-européennes d'autres fois, mises en exergue par les transitologues et les spécialistes de la consolidation démocratique, font aujourd'hui objet de débat dans les démocraties consolidées. Vingt ans après la chute du communisme, il convient de s'interroger, sur le plan théorique, sur la pertinence d'une explication centrée sur le «poids du passé».

¹ Vladimir TISMĂNEANU, Peter GROSS, «End of Postcommunism in Romania», *Journal of Democracy*, vol. 16, no. 2, 2005, p. 150.

² Gérard GRUNBERG, Nonna MAYER, Paul SNIDERMAN (eds.), *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Presses de Sciences Po, Paris, 2002.

³ Aleksander SMOLAR «History and Memory: the Revolutions of 1989-91», *Journal of Democracy*, vol. 12, no. 3, 2001, p. 5.

⁴ Jean-Michel DE WAELE, Ramona COMAN, «Les élections européennes de 2004 en Europe centrale», dans Pascal DELWIT, Philippe POIRIER (eds.), *Parlement puissant, électeurs absents? Les élections européennes de juin 2004*, Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2005, pp. 79-93.

⁵ V. à ce sujet les travaux publiés dans la *Revue française de science politique*: Jean-Louis BRIQUET, «La crise politique en Italie. Les analyses de la science politique italienne», *Revue française de science politique*, vol. 8, no. 30, pp. 127-138; Alfio MASTROPAOLO, «Italie: Quand la politique invente la société civile», *Revue française de science politique*, vol. 51, no. 4, 2001, pp. 621-636.

⁶ Leonardo MORLINO, «„Good“ and „Bad“ Democracies: How to Conduct Research into the Quality of Democracy», *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, vol. 20, no. 1, 2004, pp. 5-24; IDEM, «Qualities of Democracy: How to Analyze Them», *Studies in Public Policy*, vol. 465, 2009, p. 465.

Pour un lecteur occidental habitué à *Le Monde* ou à *Financial Times*, et moins au goût des Roumains pour le scandale, une lecture constante de la presse roumaine lui donnerait une image apocalyptique de la vie sociopolitique du pays. D'une part, les journalistes discréditent systématiquement les partis politiques, les gouvernants et les hommes d'affaires et posent un diagnostic au régime politique: l'émergence de la démocratie est ironiquement considérée comme «originale» et en voie de dégradation¹. D'autre part, les journalistes sont accusés par les élites politiques d'entretenir le cynisme, de limiter leur couverture médiatique à des aspects superficiels, de noyer l'argumentaire politique dans un déluge de commentaires et d'interprétations. Plus rarement, l'électorat passe lui aussi au crible étant critiqué pour sa passivité, la facilité avec laquelle il se laisse séduire par des symboles, son manque d'intérêt pour les vrais débats d'idées et sa tendance à être fasciné par la politique-spectacle. En 1996, Alfio Mastropaolo expliquait quant à l'Italie qu'il existe depuis presque vingt ans une orthodoxie narrative et interprétative qui s'intéresse de manière générale à ce qu'elle appelle le «cas italien», à savoir «une démocratie faible, ébranlée et peu fiable»². Le même constat s'est généralisé dans les travaux comparatifs pour mettre en avant les «spécificités» de la transition et de la consolidation démocratique roumaine. Mais s'agit-il toujours d'une «exception»? Comment la démocratie peut-elle exister dans un système dont on n'a pas cessé de rappeler les vices? Souvent, ces phénomènes ont été analysés en termes de «crise» pour questionner «l'hiver de la démocratie»³ ou «le futur de la démocratie»⁴.

Partant de ces considérations générales, cet article questionne les appréciations des élites politiques roumaines relatives à l'état de la démocratie. Le 7 juin 2009, le pays a organisé pour la deuxième fois des élections pour désigner les 33 députés qui représenteront les intérêts des citoyens au sein du Parlement européen. Tout comme les élections présidentielles de la même année, le scrutin européen a montré que le fonctionnement de la démocratie, autrefois un sujet de préoccupation pour les organisations internationales, est devenu une thématique privilégiée des partis nationaux. Le chercheur qui s'intéresse à la vie politique de ce pays a pu observer que la stabilité du paysage politique s'est accompagnée, dans ce contexte électoral, de la transformation du discours politique. Ce dernier est toujours pro-européen, mais il est parsemé de remises en cause de la démocratie représentative, de l'*accountability* et la *responsiveness* de ceux qui ont gouverné le pays depuis la mise en place d'un régime démocratique. En 2009, la Roumanie est, selon ses représentants politiques, une démocratie en situation potentielle de «crise». Evoquée par tous les acteurs politiques, celle-ci se présente comme une crise économique, politique, morale, identitaire... En d'autres termes, une crise généralisée qui touche tous les secteurs de la société et qui remet en cause les développements de la transition, de la consolidation démocratique et des progrès accomplis sur la voie de l'adhésion à l'UE.

Analysant la campagne des élections européennes de 2009, cet article a un double objectif: d'une part, examiner la dimension européenne du scrutin et plus particulièrement les références à l'UE et, d'autre part, analyser le rapport qui s'établit

¹ Ramona COMAN, *Réformer la justice dans un pays post-communiste. Le cas de la Roumanie*, Éditions de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 2009.

² Alfio MASTROPAOLO, «Italie...cit.».

³ Guy HERMET, *L'hiver de la démocratie*, Armand Colin, Paris, 2007.

⁴ Norberto BOBBIO, *Le futur de la démocratie*, Seuil, Paris, 2007.

entre les images de l'Europe et l'état de la démocratie roumaine. Le positionnement pro-européen des principaux partis politiques de ce pays a été déjà mis en exergue dans la littérature¹. Sans vouloir faire rentrer les attitudes pro européennes ou hostiles à l'Europe dans les typologiques existantes d'euroscpticisme et ses variantes, cette recherche vise à mieux approfondir le lien de causalité qui pourrait être établi entre les attitudes vis-à-vis de l'UE et le bilan que les élites politiques roumaines font des réformes réalisées en Roumanie les deux dernières décennies. La recherche portera ainsi sur la fabrication des images, des idées, des valeurs et des normes qui, théoriquement, devrait représenter, ensemble, des visions relatives à la place de la Roumanie en Europe et aux projets de société et de développement politique nationaux proposés par les partis politiques roumains.

L'argument autour duquel se construit cette analyse est le suivant: les attitudes des partis politiques vis-à-vis de l'Europe sont façonnées par leurs perceptions des difficultés de la démocratie roumaine. Ces attitudes reflètent les effets de la «crise politique» évoquée par tous les acteurs politiques dans le contexte de la campagne. Les représentations sur l'Europe qui résultent de l'analyse empirique représentent un ensemble de recettes censées permettre de répondre à des préoccupations nationales, dominantes dans la campagne pour les élections européennes. Examiner les unes au détriment des autres ne donnerait qu'une image tronquée du phénomène étudié. Dans le cas roumain, l'analyse de la campagne des élections européennes permet de tirer un certain nombre de conclusions sur les attitudes des élites politiques vis-à-vis de l'Europe, mais surtout d'élargir la recherche à de nouvelles problématiques centrales en science politique, notamment, le processus de construction sociale des fonctions et dysfonctions de la démocratie roumaine, ainsi que la diffusion des discours qualifiés de populistes.

Ce sujet, simple en apparence – en raison de l'attitude favorable des partis politiques roumains vis-à-vis de l'Europe – présente en réalité plusieurs facettes. Dans un travail précédent, nous avons mis en exergue le décalage entre les déclarations pro-européennes des partis politiques roumains – formulées dans les programmes politiques et les statuts – et les actes vis-à-vis des mesures concrètes relatives à l'adhésion ou aux obligations de la Roumanie en tant qu'État membre de l'UE. L'expression «euroscpticisme des actes» a été utilisée pour mettre en lumière la différence entre «ce que les partis disent et ce qu'ils font»². Cet article permet d'approfondir la compréhension du sujet, en déplaçant la focale: celle-ci part de l'élaboration et de la mise en œuvre des réformes exigées par l'UE et se déplace vers la déconstruction des

¹ Ruxandra IVAN, «Participarea României la Convenția privind viitorul Europei», dans Ramona COMAN, Ana-Maria DOBRE (eds.), *România și integrarea europeană*, Editura Institutul European, Iași, 2005, pp. 125-155; IDEM, *La politique étrangère roumaine*, Bruxelles, Éditions de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 2009; Ramona COMAN, «Les résistances à l'Europe en Roumanie», dans Justine LACROIX, Ramona COMAN (eds.), *Les résistances à l'Europe. Cultures nationales, idéologies et stratégies d'acteurs*, Éditions de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 2007, pp. 247-266; Laurențiu VLAD, «O istorie românească a ideii de Europa. Bătrânul continent în viziunea cronicarilor secolelor XVII-XIX», dans Ramona COMAN, Ana-Maria DOBRE (eds.), *România și integrarea...cit.*, pp. 27-58; Camelia BECIU, Nicolae PERPELEA (eds.) *Europa și spațiul public. Practici comunicaționale, reprezentări, climat emoțional*, Editura Academiei Române, București, 2007.

² Ramona COMAN, «Les résistances à l'Europe en Roumanie», dans Justine LACROIX, Ramona COMAN (eds.), *Les résistances à l'Europe...cit.*, pp. 247-266.

images, des valeurs, des idées et des normes qui expriment le soutien envers le projet d'intégration européenne, ses politiques économiques et sociales et qui relèguent la question de l'identité nationale au second plan. L'article se situe ainsi au croisement de l'étude de l'euroscpticisme et des attitudes vis-à-vis de l'Europe qui a connu un essor spectaculaire depuis le début des années 1990, et, d'autre part, de l'analyse des partis politiques en tant qu'«administrateurs de sens»¹.

L'article s'organise en quatre parties. La première section est consacrée à l'encadrement méthodologique de la recherche. La deuxième partie expose les principaux éléments de la campagne pour les élections européennes, alors que la troisième et la quatrième partie mettent en exergue les représentations de l'appartenance de la Roumanie à l'Union européenne, mise en rapport avec la situation nationale. L'analyse des données révèle que l'UE est perçue comme une machine aux ressources illimitées, une structure d'opportunité pour le développement économique, politique et identitaire de la Roumanie. L'Europe est présentée aux citoyens comme une source inépuisable de solutions concrètes aux difficultés économiques et politiques de la démocratie roumaine. Les résultats empiriques obtenus dans cette troisième partie nous amènent à une dernière partie, conclusive, qui se propose d'intégrer les visions normatives sur l'Europe dans une matrice cognitive plus large, liée à l'état de la démocratie en Roumanie vingt ans après la chute du communisme.

Perspectives méthodologiques

Le matériel empirique est ainsi constitué des programmes, des manifestes et des discours des partis politiques produits pour ou pendant la campagne électorale de 2009. Dans cet article, ces différents types de textes ont été systématiquement analysés et complétés par un dépouillement des articles parus dans la presse écrite durant la campagne électorale. L'espace médiatique est un espace de légitimation du politique à travers lequel les citoyens ont accès aux informations politiques, où ils peuvent débattre et se forger une opinion sur les personnes qui exercent ou qui vont exercer le pouvoir politique². Qui plus est, la «culture du talk show» est très présente en Roumanie et l'espace médiatique est dominé par la présentation de l'information comme spectacle. Journalistes et hommes politiques commentent l'actualité et se font mutuellement concurrence dans ce travail «d'administration du sens». Cependant l'analyse des images de l'Europe ne prendra pas en compte le discours journalistique, bien que les journalistes soient eux aussi des acteurs qui participent pleinement à la construction d'une matrice cognitive sur la place de la Roumanie en Europe et sur l'état de la démocratie en Roumanie.

La méthode des «frames»³ a été choisie pour systématiser la collecte et l'analyse des données. Suite au développement des approches cognitives des politiques publiques

¹ Michel HASTINGS, «Partis Politiques et Administration du Sens», dans Dominique ANDOLFATTO, Fabienne GREFFER, Laurent OLIVIER (eds.), *Les Partis Politiques. Quelles perspectives?*, L'Harmattan, Paris, 2001, p. 23.

² Eric DACHEUX, *L'espace public*, CNRS Editions, Paris, 2008, p. 19.

³ Douglas CREED, Jeffrey LANGSTRAAT, Maureen SCULLY, «A picture of the Frame: Frame Analysis as Technique and as Politics», *Organizational Research Methods*, vol. 5, no. 1, 2001, pp. 34-55; Robert ENTMAN, «Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm», *Journal of Communication*, vol. 43, no. 4, 1993, pp. 51-58; Baldwin VAN GORP, «Where is the

et des approches constructivistes en science politique, en études européennes comme en relations internationales, plusieurs concepts permettent de rendre compte des représentations et des perceptions des acteurs. Narration¹, récit (de politique publique), référentiel², *frames*... ne sont que quelques outils à la disposition du chercheur qui permettent de rendre compte des déterminants de l'action publique à travers une analyse des représentations. Elles «rendent les problèmes sociaux compréhensibles et accessibles à l'action humaine» et peuvent «constituer une ressource cognitive utilisée par un acteur ou une coalition»³. Ces différents concepts permettent de se pencher sur les processus d'attribution de sens ou de (de)construction sociale des problèmes et des solutions à la base de l'action publique. Ils se composent d'un nombre limité de dimensions analytiques qui permettent de saisir la nature des problèmes, les causes, les solutions et les valeurs qui s'y rattachent. Elles sont présentes chez Pierre Muller, dans sa définition du concept de référentiel, mais aussi chez Deborah A. Stone qui clarifie la notion de «récit»⁴ ou chez Ervin Goffman⁵ qui conceptualise la notion de *frame*⁶.

Le concept de *frame* a été utilisé au départ pour analyser les effets médiatiques et la construction de l'information. *Frame* désignait «un media package». Plus récemment, *frames analysis* a été reprise afin de comprendre «l'exercice du pouvoir social et politique»⁷. Un *frame* est une représentation de la réalité ou de décodification de la réalité. Un *frame* «creates and defines the public's beliefs about the causes of social (and political) issues»⁸. Un *frame* est, selon nous, une vision du monde ou un ensemble de représentations vis-à-vis d'une question générale ou spécifique. *Framing* est donc un processus d'attribution de sens articulé autour de quatre fonctions: définir un problème, ses causes, ses solutions et les valeurs qui s'y rattachent. Tout comme le référentiel, un *frame* comporte de la sorte une dimension cognitive relative à la définition des problèmes, ainsi qu'une dimension instrumentale et normative qui comprend les solutions. Ces quatre composantes d'un *frame* peuvent être manifestes ou latentes, elles peuvent être explicites dans le processus d'attribution de sens opéré par les acteurs (politiques ou autres), mais elles peuvent être aussi latentes. Quand elles sont latentes, le pouvoir interprétatif du scientifique est important. C'est à partir

Frame? Victims and Intruders in the Belgian Press Coverage of the Asylum Issue», *European Journal of Communication*, vol. 20, no. 4, 2005, pp. 484-507.

¹ Claudio RADAELLI, «Logiques de pouvoir et récits dans les politiques publiques de l'Union européenne», *Revue française des politiques publiques*, vol. 50, no. 2, 2000, pp. 255-275.

² Pierre MULLER, «Comment les idées deviennent-elles politiques? La naissance d'une nouvelle idéologie paysanne en France, 1945-1965», *Revue française de science politique*, vol. 32, no. 1, 1982, pp. 90-108; IDEM, «L'analyse cognitive des politiques publiques: vers une sociologie politique de l'action publique», *Revue française de science politique*, vol. 50, no. 2, 2000, pp. 189-208.

³ Claudio RADAELLI, «Logiques de pouvoir...cit.», p. 258.

⁴ Deborah STONE, «Causal Stories and the Formation of Policy Agendas», *Political Science Quarterly*, vol. 104, no. 2, 1989, pp. 281-300.

⁵ Erving GOFFMAN, *An Essay on the Organization of Experience. Frame Analysis*, Northeastern University Press, Boston, 1974.

⁶ Étant donné les caractéristiques communes que ces trois concepts partagent, l'article s'articule autour du *frame*, comme outil méthodologique, en raison de la préoccupation de ces théoriciens sur ses applications concrètes en sciences sociales et politiques.

⁷ Baldwin VAN GORP, «Where is the Frame?...cit.», p. 485.

⁸ *Ibidem*, p. 488.

de cette méthodologie simplifiée que nous avons travaillé le matériau empirique à la base de cet article. Les *frames* ont été identifiés dans les programmes politiques des partis politiques et les discours de leurs représentants à partir de leur contenu manifeste («pre conceived frames»¹) et latent.

Sur le plan plus théorique, le *frame* comme outil d'analyse peut être mis en relation avec les composantes du concept de «crise». Cette notion théorique induit l'idée d'une perturbation² et que le système se trouve confronté à un *problème* ou à des problèmes qui ne peuvent pas être réglés selon les normes de son fonctionnement et de son existence courante. La notion de «crise» permet de la sorte de s'interroger sur la nature des problèmes, l'identification des dysfonctions là où il y avait une fonctionnalité³ des ruptures là où il y avait continuité, des conflits là où il y avait un consensus ou une complémentarité. La notion de *frame* semble être compatible avec le concept de «crise» dans la mesure où les analyses sur les crises se focalisent en général sur les relations causales pour mettre en avant les carences et les vices. La notion de crise permet de rendre compte des situations «d'effervescence de la vie politique au cours desquelles des intervenants s'affrontent pour résoudre des problèmes qui touchent aux préoccupations vitales de la société»⁴.

Ainsi, l'analyse des discours et des programmes politiques des partis politiques roumains dans le contexte des élections européennes sur la base de la méthode des *frames* n'est qu'une opérationnalisation empirique du concept de «crise» qui nous permet d'établir le lien entre, d'une part, la définition d'un problème politique et social (dans ce cas, l'état de la démocratie) et, d'autre part, sa solution (dans ce cas, les solutions européennes aux multiples problèmes nationaux).

La campagne électorale pour les élections européennes de 2009

Le contexte de la production du matériau empirique utilisé – à savoir la campagne électorale pour les européennes en Roumanie de mai et juin 2009 – est important. L'analyse comparée des médias écrits de plusieurs États-Membres a montré que la Roumanie a eu une des campagnes le plus «européennes» tant du point de vue des acteurs présents dans l'espace médiatique, que du point de vue des thèmes qui ont été abordés par les journaux⁵. En effet, 53% des acteurs qui s'y sont mobilisés ont, par la nature de leurs fonctions, un lien direct avec l'Europe. Les thématiques européennes ont été en apparence quantitativement plus nombreuses que les sujets de préoccupation nationale (37.17% contre 15.38%, le reste étant des observations sur le déroulement de la campagne)⁶.

¹ *Ibidem.*

² Edgar MORIN, «Pour une crisologie», *Communications*, vol. 25, no. 25, 1976, pp. 149-163.

³ *Ibidem.*

⁴ Nathalie SCHIFFINO, *Crises politiques et démocratie en Belgique*, L'Harmattan, Paris, 2003.

⁵ Nathalie BRACK, Yann-Sven RITTELMAYER, Cristina STĂNCULESCU (eds.), «Les élections européennes de 2009: entre national et européen. Une analyse des campagnes électorales dans 22 États membres», *Cahiers du CEVIPOL*, no. 3, 2009, pp. 1-40.

⁶ Nathalie BRACK, Yann-Sven RITTELMAYER, Cristina STĂNCULESCU, «L'Europe en campagne électorale: une analyse croisée des médias nationaux», *Politique européenne*, no. 31, 2010, pp. 173-204.

Néanmoins, l'analyse de la campagne, telle qu'elle se reflète dans la presse écrite permet de relever un certain nombre d'observations.

Premièrement, force est de constater que trois quarts des sujets qui peuvent être considérés comme européens tiennent du registre descriptif et informatif. L'Europe n'a pas été le principal sujet de débat¹. Les élections européennes n'ont pas donné lieu à un débat passionné sur le désir de plus ou de moins d'Europe. Le bilan de la législature du Parlement européen ou les questions politiques à l'agenda de l'Union en 2009 n'ont pas eu d'écho en Roumanie. La place de l'Europe dans la presse s'est inscrite dans un exercice pédagogique d'information de l'électorat sur le rôle du Parlement Européen dans l'architecture institutionnelle de l'UE et l'importance du vote. Ainsi, en Roumanie, tant les journalistes que les partis politiques ont essayé de familiariser l'électorat avec les enjeux institutionnels des élections et la nature du régime politique de l'UE.

Deuxièmement, les élections européennes de 2009 ne peuvent pas être découplées du calendrier électoral national. Celles-ci ont été perçues, tant par l'électorat que par les partis politiques, comme «une annexe» des élections présidentielles, organisées au mois de novembre². Le scrutin européen du 7 juin est apparu comme un test pour les acteurs politiques, comme une première occasion de mettre en avant les candidats en lice pour la plus haute fonction de l'État roumain. L'investissement dans la campagne a toutefois été plutôt minimal, les acteurs politiques roumains ayant du mal à saisir l'intérêt électoral du positionnement sur des questions européennes, comme illustré dans la déclaration d'un représentant du Parti Social Démocrate (PSD): «Pourquoi mettre de l'argent dans cette campagne? Pour gagner quoi? Pour envoyer dix personnes à Bruxelles? Il y aura de toute façon quelques électeurs qui viendront...».

Le côté *people* de la campagne est une autre caractéristique, mais loin d'être une spécificité roumaine. La candidature, en tant qu'indépendante, de la fille du Président roumain, Elena Băsescu, a suscité un débat animé dans les médias. De même, la présence du nom de Monica Macovei, ancienne Ministre de la Justice, membre du Parti démocrate libéral, dont le nom a été évoqué lors de la désignation du premier roumain au poste de commissaire européen, sur la liste des «12 plus mauvais candidats au Parlement européen» a entraîné des commentaires ironiques ou critiques. La campagne a été aussi animée par un débat entre Monica Macovei et Adrian Severin (membre du PE, membre du Parti Social Démocrate) sur l'état de la réforme de la justice en Roumanie. Dans un échange de déclarations médiatiques, Monica Macovei était accusée par ses adversaires politiques de «manque de patriotisme», en raison de son regard extrêmement critique sur le fonctionnement et la réforme du système judiciaire. Adrian Severin, quant à lui, exprimait ses doutes et inquiétudes concernant la façon dont la Commission européenne élabore ses rapports (négatifs) de suivi sur le fonctionnement de la justice. Les commentaires critiques à l'adresse de la Commission européenne, exprimés par Adrian Severin, ont constitué un des moments «tendus» dans la campagne et le seul épisode critique vis-à-vis de l'Union européenne.

Last but not least, vers la fin de la campagne, l'attention des médias s'est concentrée autour de la question de la fraude électorale. Des préoccupations à ce sujet ont été émises tant par des organisations de la société civile, que par des représentants des partis politiques. Ces derniers se sont réciproquement accusés d'entretenir des pratiques frauduleuses et surtout d'avoir acheté les votes des électeurs.

¹ *Ibidem*.

² «Prezidențialele eclipsează europarlamentarele», *România liberă*, le 11 Mai 2009.

Pour ce qui est des résultats, le scrutin européen n'a pas atteint le résultat attendu par les partis politiques, à savoir le détachement d'un candidat privilégié en vue du scrutin présidentiel. Lors des élections européennes, environ 1% a séparé les deux principaux partis en termes de votes. Le Parti social-démocrate a recueilli 31.07% des votes, envoyant 11 députés au Parti socialiste européen, tandis que le Parti démocrate-libéral a obtenu 29.71%. Le Parti Populaire européen a ainsi pu accueillir 14 députés roumains, à savoir 10 députés du Parti démocrate libéral auxquels s'est ajoutée la candidate indépendante, Elena Băsescu et 3 députés de l'Union démocrate des hongrois de Roumanie. Les 8 places restantes (sur les 33 attribuées à la Roumanie) ont été partagées entre le Parti national libéral et la formation d'extrême droite, le Parti la Grande Roumanie. Les 3 places obtenues par ce dernier au Parlement européen lui ont permis d'obtenir une représentation politique au niveau européen pour compenser son échec aux élections parlementaires de 2008 et son absence au sein du législatif de Bucarest. Son score est d'autant plus surprenant puisque le parti n'a pas disposé de moyens pour financer sa campagne pour les élections européennes.

Tableau 1

Résultats des principaux partis aux élections européennes de Juin 2009

Nom du parti	Score obtenu (%)	No des députés envoyés au PE
Parti social-démocrate (a présenté des listes avec le Parti conservateur)	31.07	11
Parti démocrate-libéral	29.71	10
Parti national libéral	14.52	5
Union démocrate des Hongrois de Roumanie	8.92	3
Parti la Grande Roumanie	8.65	3
Elena Băsescu (candidate indépendante)	4.22	1

En ce qui concerne la participation, les scrutins européens de 2007 et de 2009 ont été marqués par les taux les plus bas depuis 1989. En novembre 2007, lors des premières élections pour le Parlement européen organisées en Roumanie, la participation s'est située autour de 29,47%. Deux ans plus tard, elle a diminué jusqu'à 27,67%. Un taux de participation supérieur à 50% a pourtant été enregistré lors des élections présidentielles du 22 novembre et du référendum relatif à la diminution du nombre de députés (de 471 à maximum 300) et à l'instauration d'un Parlement unicaméral. La participation au deuxième tour de ces élections a atteint plus de 55%.

Images de l'Europe

Par rapport à d'autres pays où les observateurs ont déploré l'absence du débat sur l'Europe dans la campagne pour les élections européennes, en Roumanie, le sujet a été bien présent dans le débat médiatique et politique. Sans abonder, des références à l'Union européenne ont pu être épinglées dans les discours et les programmes de tous les partis politiques. Cependant, comme nous allons le voir, le discours sur l'Europe a

été mis en lien avec un débat national qui a mobilisé l'ensemble des partis politiques roumains: la Roumanie comme pays en situation de potentielle crise. Une illustration dans ce sens a été fournie par Crin Antonescu, le président du Parti national libéral. Selon lui,

«dans la campagne pour les élections européennes nous ne pouvons pas parler que des institutions européennes, du Parlement européen, car le pays se trouve dans une crise généralisée: crise économique, crise morale, crise de valeurs et si on regarde le Président, Traian Băsescu, on observe aussi une crise de nerfs»¹.

Analysant les discours et les déclarations politiques, nous avons tenté d'identifier les quatre éléments constitutifs d'un *frame* ou des *frames* sur l'Union européenne, à savoir: les *problèmes* identifiés tant au niveau de l'appartenance de la Roumanie à l'Union qu'au niveau du fonctionnement de l'UE; l'identification des *causes* ou des arguments mis en avant par les acteurs; les *solutions* proposées ainsi que l'identification des *valeurs et des principes* qui les sous-entendent². Du point de vue théorique, on estime qu'un *frame* existe quand ces quatre éléments sont réunis.

En analysant les données collectées, nous avons constaté que l'Europe n'est qu'une pièce du puzzle dans les discours des représentants des partis. Les structures argumentatives sur l'Europe ne recoupent pas ces quatre dimensions d'un *frame*. L'attribution de sens autour de l'Europe, qu'elle soit manifeste ou latente, ne suit pas ce canevas de quatre éléments. En bref, l'Union européenne et les débats engagés quant à son développement politique et la sortie de la crise économique ne constituent pas un «problème» pour les élites politiques roumaines. Le débat politique roumain dans ce contexte électoral se focalise sur la situation nationale. C'est dans ce débat plus large que les références à l'Europe sont inscrites. L'Europe apparaît comme «la solution» aux problèmes divers de la démocratie roumaine: un moteur aux ressources économiques illimitées et une structure d'opportunité pour l'apprentissage de normes et principes.

Aux yeux des élites politiques roumaines, l'Union européenne est le levier du développement national. Le désir de rattraper le retard qui sépare la Roumanie des pays occidentaux est resté, depuis le début des années 1990, une priorité nationale. Les manifestes électoraux des principaux partis politiques se caractérisent par cette volonté déclarée de combler le décalage économique entre le pays et les États les plus riches États de l'Union. Cette matrice cognitive est très présente également dans les *frames* identifiés par Diaz Medrano dans le cas de l'Espagne et du Portugal. Avant la crise économique de 2008, l'Europe était vue dans les pays de l'Europe du Sud comme une opportunité de développement économique. Alors que la crise économique a montré les faiblesses de la coordination des politiques économiques et budgétaires européennes, les élites politiques roumaines semblent peu préoccupées par le débat relatif à la fragilité de cet édifice politique. Tant les libéraux (PNL) que les socialistes (PSD) se sont ainsi concentrés dans leurs programmes politiques sur l'appui financier, que l'UE pourrait fournir, pour des réformes au niveau national. Les attentes formulées par les représentants des partis roumains s'inscrivent cependant dans un

¹ «Campania PNL pentru PE: atacuri la adresa lui Băsescu», *România liberă*, 8 Mai 2009.

² Robert ENTMAN, «Framing...cit.», p. 52.

contexte européen particulier: un contexte dans lequel l'Union européenne elle-même traverse une période d'incertitude liée à la ratification du Traité de Lisbonne et au début de la crise économique. Cependant, ces problèmes de l'Union ne sont nullement évoqués dans le discours national. Les élites roumaines n'engagent aucune réflexion sur le sujet. À l'aune de ces prises de position, le rôle de la Roumanie en tant qu'État membre de l'UE se limite à la mise en œuvre des décisions prises au niveau européen par les autres États. Il en résulte que les élites politiques roumaines ne se perçoivent pas comme acteurs du processus de prise de décision européen quand il s'agit de se prononcer sur l'avenir de la construction européenne. Par contre, ils estiment avoir un mot à dire dans *le policy making* européen quand il s'agit de promouvoir et de promettre aux électeurs de défendre les intérêts de la Roumanie à Bruxelles ou à Strasbourg, au sein de l'hémicycle du Parlement européen.

L'Europe est envisagée comme un acteur puissant, une machine, capable de résoudre les problèmes nationaux de la Roumanie, quelle que soit leur nature. Telle que présentée dans les discours et les programmes politiques, l'Union européenne a «des obligations» envers la Roumanie. Par exemple, le Parti national libéral souligne que l'UE «devrait» appuyer les petites et moyennes entreprises car «en Roumanie elles fournissent 90% des emplois». Nous retrouvons la même logique en lien avec la politique agricole, «secteur dans lequel travaillent deux millions de Roumains». De la même manière, le Parti démocrate-libéral a structuré son manifeste électoral en deux parties: la première se concentre sur «les priorités de la Roumanie dans sa relation avec l'Union européenne» et la deuxième sur «les problèmes roumains qui pourraient être mieux résolus avec l'appui de l'Union». Mais, même cette division se révèle artificielle car dans les deux parties de ce document, l'Union européenne apparaît comme une solution à la multitude des problèmes nationaux. La fonction programmatique classique des partis politiques se limite dans le cas des partis roumains à l'identification des problèmes nationaux qui pourraient, selon les différents responsables des partis, être résolus avec le soutien de l'Union. Tous les partis, sans exception, énumèrent comme «problèmes» l'incapacité d'absorption des fonds européens, la sortie de la crise économique, l'amélioration de la compétitivité de l'économie roumaine, la création d'emplois, la réforme du système d'éducation et de santé, ainsi que le renforcement de la cohésion sociale, économique et territoriale.

Au-delà du fait que l'Union européenne apparaît comme une structure d'opportunité économique, elle est aux yeux des élites politiques roumaines aussi une opportunité d'achever le processus de modernisation dans un sens plus large. L'intégration européenne est vue comme une structure d'opportunité pour des principes faiblement respectés en Roumanie. Pour l'Union démocratique des Hongrois de Roumanie, l'UE offre l'opportunité de l'établissement d'un meilleur cadre pour la protection des droits des minorités, ainsi qu'une plus forte décentralisation. La même image de l'Europe se retrouve dans la matrice cognitive des libéraux. Par exemple, en se référant à la réforme de la justice, le Parti national libéral souligne que la coopération au niveau européen permettra une réforme du système judiciaire de l'extérieur, cela étant dans «l'avantage du pays et de ses citoyens». Le rôle très positif de l'Union européenne dans l'orientation des réformes au niveau national se retrouve également dans les discours des représentants du Parti social-démocrate et du Parti démocrate libéral. Le Parti national libéral explique dans son programme que l'intégration européenne est un avantage pour la Roumanie car le pays «a besoin d'une réforme imposée de l'extérieur». En faisant référence à la réforme de la justice, le dossier le plus épineux des négociations d'adhésion, le PNL estime que

«les obligations auxquelles souscrivent implicitement les juges roumains par l'adoption de la législation européenne constituent un facteur de responsabilisation qui mènera, indirectement, à l'amélioration de l'acte de justice»¹.

Il en résulte que le «destin» de la Roumaine est avant tout européen. Tous les discours tenus par les représentants des partis politiques durant la campagne, ainsi que leurs manifestes électoraux, ont souligné que «l'intégration européenne est pour la Roumanie la chance de revenir à ses racines occidentales» (PSD). Les acteurs politiques envisagent l'appartenance à l'Union comme un processus de modernisation. Néanmoins, les élites politiques ont également exprimé à cette occasion des préoccupations par rapport au fait que le statut des Roumains au sein de l'Union est celui de «citoyens de second ordre». Ils ont ainsi rappelé que le droit des Roumains à la libre circulation, le droit de travailler et de vivre dans d'autres États membres devrait être respecté par les autres États membres. Les élites politiques sont unanimes quant au devoir d'améliorer l'image du pays à l'étranger. Par rapport à d'autres pays d'Europe Centrale et Orientale, où des partis (comme la Ligue des familles polonaises ou la Samobroona) expriment des craintes relatives à l'impact négatif de l'UE sur l'identité nationale, en Roumanie ce débat est quasi inexistant.

L'état de la démocratie roumaine

Il en résulte de cette analyse que le «frame» dominant porte sur la situation nationale. Ce discours sur l'Europe est partie intégrante d'un débat centré sur des questions nationales, qui pointe les difficultés de la démocratie roumaine. Dans ce discours, l'Union européenne n'est qu'une pièce d'un puzzle qui étale des préoccupations nationales. Tant les déclarations que les programmes des partis mettent en avant une image idyllique de l'Union, dotée de ressources inépuisables (économiques en particulier) et qui n'a pas de problèmes particuliers à affronter, en dehors des difficultés de ses États membres, comme celles de la Roumanie. *Le frame principal est construit autour de la question de l'état de la Roumanie et des problèmes qu'elle affronte au niveau des policies, des politics (relations État-société) et de la polity (institutions politiques, judiciaires, administratives, relations intergouvernementales, les relations entre les institutions, l'action publique et la tradition de l'État).* Les principaux problèmes sur lesquels les acteurs politiques se focalisent sont, d'une part, l'état de la démocratie et, d'autre part celui de l'État et de son action publique. La campagne pour les élections européennes et présidentielles apparaît comme le moment du bilan que les représentants politiques présentent aux électeurs.

¹ Manifeste du Parti national libéral aux élections européennes de Juin 2009.

Tableau 2

Frame principale des partis politiques roumains lors de la campagne pour les élections européennes de 2009

Problème	Cause	Solution	Valeurs
Les multiples facettes de la «crise» de l'État et de la démocratie roumaine	La classe politique	Europe	Le destin européen de la Roumanie La modernisation

Il en résulte que les principaux «frames» nationaux sont, d'une part, la crise (qui n'est pas seulement économique mais aussi politique et, comme soulignée par les élites politiques, morale) et, d'autre part, le désir de changement. Les éléments de ces discours réunis donnent l'image d'une démocratie particulière. Les acteurs politiques évoquent la «crise sociale» pour faire référence au sentiment d'insatisfaction de la population, la «crise de la confiance» renvoyant à la perte de crédibilité des élites, ainsi que la «crise de la gouvernance». Celle-ci s'exprime à travers un discours sur l'inefficacité de l'action publique et l'incapacité de se projeter dans l'avenir, de formuler un projet de société et de soutenir sa réalisation. Ces différents éléments de discours sont repris par le Président de la Roumanie pour légitimer, en 2009, l'organisation du référendum sur la réduction du nombre de députés et le passage de la structure bicamérale du Parlement à une structure unicamérale. La réforme des institutions et du processus décisionnel¹ devient le leitmotiv et le préambule du débat électoral pour les élections présidentielles. Dans ce contexte, le discours sur «la réforme de la démocratie roumaine»² se cristallise et structure le débat entre les principaux partis politiques.

Les élites politiques se penchent alors sur l'identification des problèmes et des causes de l'état de la démocratie en Roumanie. La totalité des discours se construit autour de l'écart entre la situation de la Roumanie telle qu'elle est et «telle qu'elle devrait être». Les élites politiques présentent une Roumanie plongée dans une crise perpétuelle et qui se ressent à tous les niveaux et dans tous les domaines.

Aux yeux des acteurs politiques, la cause principale de cette crise est la classe politique nationale. Vingt ans après la chute du communisme, le discours politique dans le contexte des élections européennes et présidentielles de 2009 se caractérise par un «*mea culpa*» généralisé, exprimé par les représentants politiques à l'adresse du peuple. Le discours des trois principaux partis politiques (PSD, PNL et PDL) est dominé par l'identification de la classe politique comme étant la seule responsable de la situation dans laquelle se trouve le pays. Il ne s'agit plus, comme dans les années 1990, de rejeter la responsabilité pour tous les dysfonctionnements sur le gouvernement précédent. En 2009, ce discours va au-delà de la querelle politique et la recherche du «bouc émissaire» dans le camp des adversaires. À la base de la fabrication de cette vision se trouve la comparaison avec les autres pays européens et la conscience du retard accumulé par la Roumanie par rapport aux autres. Cela induit l'idée de la nécessité du changement, encore plus légitimée par le sentiment

¹ Sergiu MIȘCOIU, «Introducere», dans Sergiu GHERGHINA, Sergiu MIȘCOIU (eds.), *Partide și personalități populiste în România post-comunistă*, Institutul European, Iași, 2010, p. 43.

² Sorina SOARE, «Genul și speciile populismului românesc», dans *Ibidem*, p. 88.

d'appartenance identitaire à l'Europe. Regardons de plus près le contenu de ce *frame* national autour de la notion de crise.

Le fait que, selon les acteurs, les institutions roumaines ne fonctionnent pas correctement est identifié comme le problème principal dans le *frame* de la campagne de mai-juin 2009. D'une part, le Parlement est considéré comme «surdimensionné» (PDL). D'autre part, la nature de la fonction présidentielle et le rôle du Président dans le régime politique sont questionnés (par les partis de l'opposition PNL et PSD). Le Parti national libéral et le Parti social-démocrate ont à plusieurs reprises souligné que la cause des blocages politiques réside dans la personnalité de l'actuel Président du pays, Traian Băsescu. Tant pour les uns que pour les autres, il en résulte que le système institutionnel bloque l'avancement de la Roumanie et empêche ainsi la réforme structurelle dont le pays a besoin. S'ils sont tous d'accord sur le diagnostic, les solutions envisagées sont différentes. L'Union démocratique des Hongrois de Roumanie espère que les mesures prises au niveau européen serviront à ce qu'on accorde plus d'autonomie aux différentes régions. Traian Băsescu, soutenu par le Parti démocrate-libéral, a envisagé des réformes institutionnelles, notamment le double référendum organisé en novembre 2009 sur la création d'un Parlement unicaméral et sur la réduction du nombre de députés.

«La démocratie en Roumanie n'est pas consolidée» est un deuxième élément de la problématisation de la situation nationale. C'est un autre constat qui ressort des discours politiques de la campagne. Les facteurs explicatifs avancés par les représentants des partis trouvent leur origine dans le présent et le passé récent du pays. Pour les partis de l'opposition, le Président est le seul responsable de l'instabilité politique du pays et des politiques «de droite», «inspirées par la droite européenne», qui ont généré la crise économique. Pour d'autres, les problèmes remontent au passé communiste. Les communistes persistent encore dans les structures étatiques et empêchent une réforme en profondeur du système politique et notamment les mesures anticorruption (UDMR).

La fraude électorale dans le contexte des élections – entretenue par les différents partis – est la meilleure illustration de la faible consolidation des principes démocratiques. Depuis 2003, quand la Roumanie a procédé à la révision de sa Constitution, ce discours sur la fraude électorale scande chaque élection. Malgré les critiques formulées, les partis politiques n'ont pas souhaité instaurer un système qui permettrait de mieux veiller au caractère démocratique du scrutin. Le «tourisme» électorale, notion qui renvoie au fait que des citoyens votent plusieurs fois dans localités différentes, a fait l'objet de longs débats tant dans le contexte des élections européennes que dans le contexte des élections présidentielles.

En 2009, les élites politiques se montrent soucieuses de l'image qu'elles ont auprès de l'électorat. L'analyse des discours fait ressortir que les élites politiques s'inquiètent des attitudes des Roumains vis-à-vis de la politique en général. Selon eux, la déception que les Roumains ressentent par rapport à la classe politique renforce l'apathie de l'électorat. Dans le contexte des élections européennes, Adrian Severin, membre du Parti social-démocrate, soulignait que le manque de confiance du peuple envers sa propre classe politique l'a transformé dans «un troupeau sans berger».

Durant la campagne électorale les élites ont pointé des problèmes liés à la capacité à gérer différentes politiques publiques. Le diagnostic n'a pas tardé: la classe politique roumaine est incapable de «bien gouverner». Chaque parti est venu avec ces propres exemples pour illustrer que les retards de développement restent importants: l'agriculture roumaine est loin d'atteindre les standards européens (selon le PNL); les

mesures face à la crise économique brillent par leur absence (constat invoqué dans les discours du PSD, du PNL et de l'UDMR). De plus, l'état du système de santé et de l'éducation sont, pour le moins, problématiques (PDL). La responsabilité de l'état dans lequel se trouve la Roumanie incombe à la classe politique, qui est «immature» et «corrompue», comme il ressort des déclarations des représentants du PSD et du PNL. Bien que l'assignation de la responsabilité de la mauvaise administration du pays passe par la logique discursive classique gouvernement-opposition, les acteurs politiques roumains s'accordent pour dire que la responsabilité est partagée, qu'elle dépasse les rangs du parti qui se trouve au pouvoir. Comme illustration, le Président du Parti social-démocrate explique que depuis vingt ans la classe politique «pèche contre les citoyens roumains en ne fournissant pas un projet de société pour le long terme»¹. La critique des institutions de l'État est encore plus virulente dans le contexte des élections présidentielles qui suivent le scrutin européen. Traian Băsescu (PDL) décrédibilise les partis politiques et critique ouvertement les institutions de l'État qui, selon lui, ne fonctionnent pas correctement². La présence de ces éléments de dénonciation du fonctionnement de la démocratie représentative ainsi que bilan des politiques publiques menées par les élites politiques les vingt dernières années ont amené certains politologues roumains à approcher ces discours à la lumière du concept de populisme³. Néanmoins, cette critique généralisée dépasse la rhétorique populiste. La chute du gouvernement PDL en février 2012 ainsi que les arguments et les revendications des protestataires qui ont manifesté dans plusieurs villes du pays témoignent d'une insatisfaction généralisée de la population vis-à-vis de la responsabilité des élites politiques.

Conclusion

L'analyse des données collectées pendant la campagne électorale nous permet de tirer un certain nombre de conclusions.

Premièrement, le discours politique roumain sur l'Europe est marqué par le *misfit* (l'écart) entre l'état du développement des États membres de l'UE et la situation nationale. Deuxièmement, les élites politiques roumaines tentent de promouvoir des intérêts nationaux économiques et sociaux et non pas des modèles d'intégration européenne. Il n'y a pas un modèle «roumain de gouvernance» qui serait menacé par l'intégration européenne. Les élites politiques ont des objectifs qu'ils déclarent vouloir atteindre avec le soutien de l'UE. Troisièmement, les critiques à l'égard de l'UE existent, mais elles sont ponctuelles et sporadiques.

Ce discours positif vis-à-vis de l'Europe est ancré dans un discours plus large sur l'état de la démocratie et de l'État en Roumanie. L'Europe n'y est qu'un élément, une solution aux difficultés nationales, une pièce d'un puzzle, qui n'a pas un statut indépendant des réalités roumaines, en particulier de la multiplication des perceptions négatives sur la situation nationale. La dénonciation des institutions nationales est

¹ Discours du Président du Parti social-démocrate, Mircea Geoană à Iași, le 9 mai 2009, www.psd.ro, consulté le 15 juin 2009.

² George JIGLĂU, «Știm și despre ce vorbim? O perspectivă teoretică asupra populismului», dans Sergiu GHERGHINA, Sergiu MIȘCOIU (eds.), *Partide și personalități populiste...cit.*, p. 77.

³ Sergiu GHERGHINA, Sergiu MIȘCOIU (eds.), *Partide și personalități populiste...cit.*

prise en charge par des acteurs des plus divers. L'Europe, quant à elle, reste une structure pragmatique et fonctionnelle. Le soutien inconditionnel à l'Europe des élites politiques roumaines s'inscrit dans le contexte de la multiplication des lectures négatives sur le fonctionnement du régime politique.

Ce type de discours sur les dysfonctionnements de l'État roumain, utilisé au départ par les médias¹, a été repris depuis quelque temps par les hommes politiques et mobilisé comme «ressource» dans la compétition électorale. Le désenchantement, la dénonciation, le ras-le-bol, la confusion, le désespoir, entretenus auparavant par les médias, occupent une place de plus en plus importante dans les discours des principaux partis politiques. Ce qui était un «discours médiatique effervescent»² sur la corruption, l'absence de séparation des pouvoirs, les dérapages démocratiques et la mauvaise administration alimente les discours politiques des dernières élections organisées, y compris des élections européennes. Ces interprétations et narrations des conditions de la démocratie roumaine sont bien présentes dans les débats politiques préélectoraux. La crise morale, la crise des valeurs, la crise politique, la crise identitaire... invoquées par les élites, amplement médiatisées, constituent un ensemble de lectures négatives de l'état de la démocratie, des représentations et des définitions formulées à partir de la connaissance que les acteurs non-étatiques ont des problèmes. La stratification de nombreux discours critiques se présente dès lors comme la cause ou la conséquence du désenchantement démocratique et de l'érosion des formes de légitimation.

Ce *frame* sur la crise et sur l'état de la démocratie roumaine, qui ne sont que le contenu des représentations et des perceptions propres aux acteurs, sont utiles pour la compréhension et le travail du politologue. Même s'il s'agit d'une série de perceptions sur la réalité, ces récits sur la dégradation méritent d'être déconstruits et mieux compris pour une raison qui, à notre sens, est essentielle. Dans le contexte de la transition vers la démocratie et l'adhésion à l'UE, les principaux partis politiques roumains n'ont pas réussi à fournir un projet de société cohérent³. La première décennie après la chute du communisme, les élites politiques ont adopté les discours et les repères des conditionnalités de quelques organisations internationales. L'ensemble ainsi formé a constitué, au niveau discursif, le projet politique des partis politiques roumains. Des formes de conditionnalité existent toujours, mais ce discours sur la dégradation de la démocratie roumaine – qui revient souvent dans les débats – occupe une place de plus en plus importante dans les discours politiques et sert à légitimer des réformes et des mesures d'action publique, comme par exemple le passage d'un Parlement bicaméral à une structure unicamérale et la réduction du nombre des députés. Les tentatives de réforme, quelle que soit leur nature, ne sont plus orientées par des prescriptions externes mais par une évaluation du fonctionnement des institutions de l'État et de son action publique qui émane des élites politiques elles-mêmes.

Dans les discours actuels, les élites politiques passent de la dénonciation des dysfonctionnements à une disqualification des institutions démocratiques. Entre 2000 et 2004, ce discours sur la dégradation diffusé par les journalistes a donné l'impression que les médias sont «le véritable lieu de la vérité démocratique»⁴. En 2009, ce discours qui donne l'image d'une «démocratie particulière» et qui exprime les insatisfactions

¹ Ramona COMAN, *Réformer la justice...*cit.

² *Ibidem*.

³ Daniel BARBU, *Politica pentru barbari*, Editura Nemira, București, 2005, p. 243.

⁴ Ramona COMAN, *Réformer la justice...*cit.

relatives à l'inefficacité de l'action publique est repris par les partis politiques. Le désenchantement démocratique et le soutien inconditionnel à l'Europe s'inscrivent dans ce contexte spécifique où les lectures négatives sur le fonctionnement d'un régime politique «s'amplifient et s'aggravent par le catastrophisme jusqu'à rendre incontrôlables les fautes et les erreurs qui seraient à l'origine de la crise»¹ politique, institutionnelle, économique, morale évoquée par les représentants politiques roumains. Le discours pro-européen est la cause ou la conséquence de la multiplication de ces lectures négatives sur le l'état de l'État et de la démocratie en Roumanie. Quel est l'impact de ces discours sur le système politique roumain? Ce paysage politique mouvant exige un nouveau regard conceptuel et méthodologique afin de rendre compte de l'articulation entre la place d'un pays au sein de l'UE et sa situation nationale. Les difficultés des pays de l'Europe du Sud dans le contexte de la crise et la diffusion des discours à connotation populiste en Europe Centrale et Orientale invitent non seulement à une analyse comparative mais aussi à la confrontation des regards disciplinaires variés.

¹ Alfio MASTROPAOLO, «Italie...cit.», p. 622.